

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS309/1
G/L/675
S/L/160
23 mars 2004

(04-1280)

Original: anglais

CHINE – TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE FRAPPANT LES CIRCUITS INTÉGRÉS

Demande de consultations présentée par les États-Unis

La communication ci-après, datée du 18 mars 2004, adressée par la délégation des États-Unis à la délégation de la Chine et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec le gouvernement de la République populaire de Chine ("Chine") conformément aux articles 1^{er} et 4 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémoire d'accord"), à l'article XXII:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994") et à l'article XXII:1 de l'*Accord général sur le commerce des services* ("AGCS") au sujet de la taxe sur la valeur ajoutée ("TVA") de la Chine frappant les circuits intégrés.

La Chine a établi une TVA de 17 pour cent sur les circuits intégrés. Toutefois, nous croyons comprendre que les entreprises en Chine ont droit à un remboursement partiel de la TVA sur les circuits intégrés qu'elles ont produits, ce qui entraîne un abaissement du taux de la TVA sur leurs produits. La Chine paraît donc assujettir les circuits intégrés importés à des taxes plus élevées que celles qui s'appliquent aux circuits intégrés nationaux et accorder un traitement moins favorable aux circuits intégrés importés.

En outre, nous croyons comprendre que la Chine permet un remboursement partiel de la TVA pour les circuits intégrés conçus dans le pays qui, en raison de contraintes technologiques, sont fabriqués hors de Chine. La Chine paraît donc accorder un traitement plus favorable aux importations en provenance d'un Membre qu'aux importations en provenance d'un autre Membre et établir une discrimination à l'encontre des services et des fournisseurs de services des autres Membres.

Nous croyons comprendre que la Chine met en œuvre sa taxe préférentielle pour les circuits intégrés produits ou conçus dans le pays au moyen des mesures suivantes:

- Document 18 (24 juin 2000), *Avis du Conseil d'État relatif à la publication de certaines politiques concernant le développement de la branche de production des logiciels et de la branche de production des circuits intégrés*;
- Document 25 (22 septembre 2000), *Avis du Ministère des finances, de l'Administration fiscale nationale et de l'Administration générale des douanes relatif aux questions de politique*

./.

fiscale concernant la promotion du développement de la branche de production des logiciels et de la branche de production des circuits intégrés;

- Document 86 (7 mars 2002), *Avis du Ministère de l'industrie de l'information relatif à la publication de règlements sur la certification des entreprises de conception de circuits intégrés et de leurs produits;*
- Document 70 (10 octobre 2002), *Avis du Ministère des finances et de l'Administration fiscale nationale relatif à la promotion des politiques fiscales visant à encourager le développement de la branche de production des logiciels et de la branche de production des circuits intégrés;*
- Document 140 (25 octobre 2002), *Avis du Ministère des finances et de l'Administration fiscale nationale relatif aux politiques fiscales concernant les importations de produits de circuits intégrés conçus dans le pays et fabriqués à l'étranger;* et
- Document 1384 (23 décembre 2003), *Avis de l'Administration fiscale nationale relatif à la publication du catalogue de produits de circuits intégrés bénéficiant d'une taxe préférentielle (première série);*

ainsi que toutes modifications, mesures connexes ou autres mesures de mise en œuvre.

Les États-Unis estiment donc que ces mesures sont incompatibles avec les obligations de la Chine au titre des articles I^{er} et III et GATT de 1994, du Protocole d'accession de la République populaire de Chine (WT/L/432) et de l'article XVII de l'AGCS.

Nous attendons votre réponse à la présente demande et souhaitons qu'une date mutuellement acceptable puisse être fixée pour les consultations.
